



# LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DA L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol 9 No. 5 Décembre 2006

## A L'INTERIEUR...



2



7

RESSOURCE HYDRAULIQUE	3
COMMERCE	4
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	5
ÉNERGIE	6
AFRIQUE – CHINE	7
ÉLECTIONS	8-9
AFFAIRES	10
INNOVATIONS	11
PROFILE	12
COMMUNAUTÉ	13
LIVRES	14
ÉVÈNEMENTS	15
HISTOIRE	16



## Des objectifs commerciaux réalisables

par Munetsi Madakufamba

**AVEC UN** peu plus de 12 mois avant que la région de la SADC ne puisse créer sa Zone de Libre Échange, les États Membres demeurent confiants dans leur capacité à progresser afin de résoudre les obstacles restants pour que la région accomplisse les objectifs fixés.

Depuis 2000, les pays de la SADC ont mis en place un programme vers la création d'une Zone de Libre Échange d'ici 2008, un Syndicat des Douanes en 2010, un Marché Commun en 2015 et une Union Monétaire en 2018.

Cependant, le récent Sommet des chefs d'état, à Maseru capitale du Lesotho en août, a soulevé des inquiétudes sur la vitesse à laquelle le programme d'intégration économique de la SADC est mis en oeuvre.

Le Sommet a désigné une équipe spéciale ministérielle pour rédiger un compte rendu qui fut présenté devant un sommet extraordinaire de Chefs d'État et de Gouvernement dans le Midrand, Afrique du Sud, en octobre.

Le Sommet extraordinaire a noté que plusieurs défis devaient être relevés mais a confirmé

l'engagement de la région pour atteindre les jalons commerciaux.

"Le Sommet a pris note des progrès accomplis dans la réalisation d'une ZLE [Zone de Libre Échange] et a conclu que le programme SADC sur la Zone de Libre Échange est en cours et qu'elle sera lancée comme prévue en 2008," peut-on lire dans une partie du communiqué.

Cependant, le Sommet a noté que le schéma commercial de la SADC concerne principalement les produits de base et qu'il est nécessaire de diversifier les économies des États Membres et d'accroître le commerce intra-régional et l'expansion.

"De plus, le Sommet a noté que l'établissement de la ZLE devrait prendre connaissance des éléments développementaux tels que l'infrastructure, la réduction de la pauvreté et le développement durable," explique le communiqué.

suite page 2

# Des objectifs commerciaux réalisables

Suite de la page 1

Que le Syndicat des Douanes soit basé sur un modèle approprié, le Sommet a chargé l'Équipe Spéciale Ministérielle d'entreprendre et de finaliser une étude afin de conseiller sur la compatibilité du modèle.

"À cet égard, le Sommet a exigé qu'une carte directrice soit développée afin de faciliter la mise en oeuvre du programme de Syndicat des Douanes de la SADC," déclare le communiqué.

Alors que la région de la SADC progresse vers l'établissement prévu de la Zone de Libre Échange, l'une des difficultés est de réduire les barrières tarifaires et non-tarifaires conformément aux calendriers convenus dans la structure de lignes de produits spécifiques. L'objectif est d'assurer que 85 pour cent de la totalité du commerce intra-régional soit exonéré de tarifs d'ici 2008.

L'intégration économique dans la SADC est guidée par le Protocole Commercial, qui fut signé en 1996 et est entré en vigueur en 2000.

Inclu dans sa mise en oeuvre, les États Membres ont négocié des calendriers de réduction de tarif, de lois d'origine, de mécanisme de règlement de conflit, d'accords sur des produits spéciaux, d'élimination de barrières non-tarifaires et d'harmonisation des douanes, de la documentation commerciale et des procédures de dédouanement.

La phase de réduction de tarif est basée sur un modèle de géométrie variable, prenant en compte le niveau asymétrique de développement dans les États Membres.

Les États Membres de la SADC sont à différents niveaux de développement, avec l'Afrique du Sud beaucoup plus développée que le reste en termes de base industrielle.

Les pays au sein du Syndicat des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) – Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland – se libéralisent plus rapidement, suivis de l'Île Maurice et du Zimbabwe, tandis que le reste suit.

La réduction de tarif est divisée en trois catégories, la première étant les produits qui devaient être libéralisés en 2001, la seconde en 2008 et la troisième en 2012.

Des accords spéciaux ont été conclus sur le commerce de produits délicats tels que le sucre, les textiles et les vêtements.

Les négociations sur les lois d'origine, qui cherchent à promouvoir l'usage de matériaux bruts locaux, furent les plus difficiles, mais ont depuis été finalisées pour la plupart des lignes de produits. Les zones les plus épineuses furent les produits de farines complètes et les véhicules.



Catégorie de produits	Réduction de tarif
A	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réduction immédiate des droits de douane à zéro d'après la publication officielle des calendriers tarifaires par les États Membres;</li> <li>○ En moyenne 47% de tous les produits négociés dans le cadre de ce régime en 2001.</li> </ul>
B	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réduction progressive des tarifs sur une période de 8 ans;</li> <li>○ Une prévision de 85% de négoce à un tarif nul d'ici 2008.</li> </ul>
C	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les produits délicats surtout dans les zones de sécurité, santé et sanitaire;</li> <li>○ Constituent 15%;</li> <li>○ Tarifs supposés être éliminés d'ici 2012.</li> </ul>

Notez que le Protocole Commercial tel qu'amendé en 2000 ne couvre pas les produits de revente qui devrait continuer à attirer des droits de douanes aux niveaux actuels.  
SOURCE SADC Aujourd'hui Vol. 6 No. 1 Avril 2003



Une autre difficulté empêchant les États Membres d'établir avec succès une Zone de Libre Échange est d'aborder la question de l'approvisionnement du commerce. Cela exige une base industrielle ferme dans chaque état membre afin de produire des produits exportables ayant un avantage concurrentiel.

Le modèle de géométrie variable est supposé permettre une période d'ajustement aux États Membres et de se préparer pour l'inévitable compétition dans un marché libéralisé. La question est les industries des États Membres ont-elles eu un délai suffisant de préparation pour le nouveau marché?

L'adhésion multiple aux Communautés Économiques Régionales (CER) qui travaillent vers la création, ou possèdent déjà, un Syndicat des Douanes est aussi une autre difficulté. Certains États Membre de la SADC appartiennent à la SACU, qui est un Syndicat des Douanes opérationnel, alors que d'autres appartiennent soit à la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) soit au Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA),

qui prévoit leurs propres syndicats des douanes.

Les lois de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) interdisent aux pays d'appartenir simultanément à plusieurs Syndicats de Douanes. Ceci exige la rationalisation des syndicats de douanes existant ou prévus si les États Membres doivent se conformer aux lois de l'OMC.

L'intégration économique de la SADC est supposée

relancer le commerce intra-régional, qui figure à 25 pour cent de la totalité du commerce en 2003. L'objectif est d'accroître de 35 à 60 pour cent le commerce parmi les États Membres d'ici 2008.

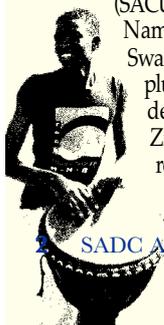
Actuellement, le commerce intra-régional est concentré dans les pays de la SACU avec beaucoup moins de commerce prenant place dans les pays non-membres de la SACU.

## Stratégies clés en cours

- Élimination progressive des tarifs
- Adoption de lois communes d'origine
- Harmonisation des lois et procédures douanières
- Réalisation de standards, qualité, accréditation et métrologie internationalement acceptables
- Harmonisation des mesures sanitaires et phyto-sanitaires
- Élimination des barrières non-tarifaires
- Libéralisation du commerce dans les services.

## Les principales difficultés d'exécution

- Renforcement de l'aspect de l'approvisionnement des économies
- Mise en oeuvre du protocole commercial dans la structure de l'OMC
- Garantir que la réduction de tarif n'ait pas un impact négatif sur les États Membres plus faibles et moins développés.
- Amortir les groupes vulnérables tels que la population pauvre des zones rurales et urbaines, les petites entreprises, les commerçants non officiels et les femmes, ainsi que d'assurer que ces groupes bénéficient du protocole commercial.



## Nouvelle politique SADC sur la question de l'Eau

# Les ressources hydrauliques sont la clé du développement économique et de la réduction de la pauvreté

par Hastings Chikoko

LA SADC reconnaît l'eau comme moteur de l'expansion économique et a renouvelé son engagement afin de fournir une structure pour le développement en utilisant et en protégeant les ressources hydrauliques dans la région de la SADC.

Grâce à la politique sur les eaux récemment entérinée par tous les États Membres, la SADC présente le contexte et l'intention pour la gestion des ressources hydrauliques, en représentant les aspirations et les intérêts des pays de l'Afrique Australe.

Développée par la Division des Eaux de la SADC au moyen d'un processus consultatif et participatoire, la politique cherche à guider l'harmonisation des politiques nationales et les mises en œuvre des activités par tous les dépositaires dans une région où 70 pour cent des ressources hydrauliques sont partagées à travers les frontières nationales.

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão a noté dans son avant propos que la région est largement déficiente en eau et marquée par une pluviométrie fortement variable en espace et temps, résultant ainsi dans une inadéquation entre la disponibilité et la demande en eau.

"L'approvisionnement en eau et la couverture sanitaire est encore bien inférieur aux standards acceptables et cela pose un sérieux obstacle pour accomplir les Objectifs de Développement du Millénaire sur la question de l'eau," explique Salomão.

Salomão remarque que le niveau de vie de la population rurale de la région est encore très médiocre, la pauvreté étant encore très répandue.

Le développement des ressources hydrauliques à travers

une infrastructure stratégique est donc considérée comme une réponse directe aux objectifs de réduction de la pauvreté dans la région et à l'amélioration des standards de vie de nos peuples," dit-il.

Les obstacles relatifs à l'eau, selon Salomão, "demandent une coopération parmi les États Membres dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), surtout le long des cours d'eau communs."

La GIRE est l'approche fondamentale qui a été adoptée par la SADC reconnaissant le fait que l'eau est une ressource commune-à-travers les frontières politiques et les secteurs.

La GIRE est le fil conducteur qui relie les éléments de la nouvelle politique régionale. Elle est caractérisée par ses méthodologies pour le développement institutionnel, le renforcement de capacité, la participation des dépositaires, la planification intégrée, la résolution de conflit et la gestion environnementale.

Cependant, son application est plus probable lorsque les politiques nationales sur la question de l'eau adoptent et incorporent les principes de la GIRE.

Tout au long de la politique, la SADC facilite la compréhension de ses membres afin de garantir que les ressources hydrauliques soient développées et gérées de manière à contribuer à l'intégration et au développement économique régional, d'assurer l'équité et les bénéfices mutuels pour tous les États Membres.

Guidée par le Protocole Révisé de la SADC sur les cours d'eau communs, la politique encourage les États de la SADC à exploiter les opportunités pour le développement commun des

ressources hydrauliques sur les Cours d'Eau Partagés afin d'empêcher et de résoudre à l'amiable les conflits sur la question des eaux et d'affermir la coopération régionale conformément aux principes enracinés dans le traité de la SADC. La politique de gestion des eaux insiste sur le fait que l'eau est un produit social et économique et, en tant que tel, devrait être développé et géré de manière à fournir des bénéfices économiques, la dignité humaine et le bien être social. En plus de la purification des eaux destinées à l'usage domestique, les États de la SADC devraient chercher à fournir de l'eau pour les activités productives dans les zones rurales et peri-urbaines dans le but de réduire la pauvreté et de corriger les déséquilibres dans le développement.

Selon la politique, l'eau est une ressource vitale pour l'énergie et le développement industriel. En sus de garantir une eau adéquate pour usage industriel, les États Membres devraient optimiser l'usage du potentiel de génération d'hydro-électricité afin de fournir des sources d'énergie abordables et tenant compte de l'environnement.

Les zones ayant un avantage comparatif pour l'agriculture tributaire de la pluviométrie et de l'irrigation doivent être visées afin d'atteindre la sécurité alimentaire régionale. Les États Membres de la SADC devraient donc promouvoir les techniques de labourage et de collecte d'eau de pluie afin d'optimiser l'usage de l'eau par l'agriculture tribulaire des pluies.

Des techniques abordables et durables pour l'irrigation à petite échelle devraient être développées

en tant que mesure pour accroître la production des cultures alimentaires et commerciales dans les zones rurales. La tarification des eaux d'irrigation devrait être consistante avec la nécessité d'offrir des incitatifs économiques pour un usage efficace.

La politique des eaux engage les États de la SADC à la protection de vies humaines, de propriété commune et de l'environnement contre les effets des désastres liés aux eaux de cause naturelle et provoqués par l'homme.

L'environnement est reconnu dans la politique en tant que ressource de base et usager légitime des eaux. Les États Membres devraient donc prendre toutes les mesures nécessaires pour le maintenir, en entreprenant une évaluation environnementale stratégique lorsque nécessaire.

La politique des eaux de la SADC renforce les clauses politiques relatives aux eaux dispersées dans divers documents de la SADC en un document unique et pourvoit à l'établissement d'une coordination inter-sectorielle sur les questions de gestion relative aux eaux au niveau régional, des bassins riverains et nationaux. La politique sera mise en œuvre au moyen d'une stratégie régionale des eaux. La politique reconnaît le rôle du Secrétariat de la SADC et demande la création d'un environnement institutionnel qui renforce la participation de tous les dépositaires.

Un important véhicule pour la politique de mise en œuvre est l'existence d'organisations efficaces des bassins riverains établies particulièrement pour les cours d'eau communs et opérant dans le cadre d'une législation ferme.



# Adoption d'un nouveau système régional de dédouanement

UN NOUVEAU système régional de dédouanement visant à faciliter le traitement rapide des imports et exports en Afrique Australe est entré en vigueur le 1er octobre.

Le Système Régional de Cautionnement des Douanes (RCTBGS) garantira que les produits en transit au sein de la SADC soient examinés uniquement au point d'entrée et à la destination finale.

Un simple contrat renforcerait la sécurité des produits en transit et protégerait les revenus gouvernementaux.

Les contrats permettraient aux exportateurs et importateurs d'acheminer régulièrement leurs produits dans la région en usant d'un contrat unique accessible à Durban, Afrique du Sud, ou tout autre port d'entrée dans le continent.

Actuellement, les négociants doivent obtenir des cautionnements de transit à tous les ports d'entrée et paient d'énormes tarifs pour le service.

Les opérations de transit entraînent souvent de longs délais qui ajoutent substantiellement au coût de transport. Ceci est largement dû aux délais de procédure nécessitant le traitement de documentation des douanes; des procédures d'immigration, d'assurance et d'acquit de transit; d'inspections de sécurité et stations de pesage; d'exams phyto-sanitaires et de trafic.

Une Etude de la Banque Mondiale menée en juillet 2000 a examiné la cause des délais à des postes frontières sélectionnés de l'Afrique Australe. Les résultats ont montré que, par exemple, les délais aux postes de Machipanda (Mozambique-Zimbabwe) se montaient à 24 heures, 36 heures à Beitbridge (Afrique du Sud - Zimbabwe), 36 heures aux Chutes Victoria (Zimbabwe -

Zimbabwe) et 24 heures à Kazungula (Botswana - Zimbabwe).

Bien que difficile à quantifier, la perte en revenu causée par les retards frontaliers dans la région de la SADC se monte à des millions de dollars par an.

Les procédures de transit dans les pays enclavés affectent l'export et l'import de manière

différente. Les coûts de transport sont quelque peu moins élevés pour l'exportation que pour l'importation. Les produits d'exports sortent fréquemment du pays sans paiement de taxes, donc les pays sont moins soucieux des pertes de revenus, rendant ainsi les contrôles complexes inutiles.

## La frontière Malawi-Mozambique sera ouverte 24h sur 24

LE POSTE frontière principal entre le Mozambique et le Malawi situé à Zobe dans la province de Tete sera bientôt ouvert 24h sur 24 si les projets des deux voisins de la SADC se déroulent comme prévus.

De garder le poste de Zobe ouvert 24 h par jour sera d'une importance considérable pour le commerce passant par le corridor de Tete - artère routière reliant le Malawi au Zimbabwe.

La décision d'ouvrir le poste frontière une journée durant découle d'une réunion entre le Ministre de la Défense du Mozambique Tobias Dai, et son homologue malawite, David Katsonga.

Le Malawi et le Mozambique ont également signé un protocole de coopération qui aidera les deux pays à aborder des problèmes tels que le commerce transfrontière et les immigrants illégaux. (AIM)

## Exemption réciproque de visa pour l'Angola et la Namibie

L'ANGOLA ET la Namibie ont convenu d'exempter leurs citoyens des conditions préalables de procédures de visa dans une démarche supposée améliorer les opportunités commerciales et autres relations bilatérales entre les deux nations.

Cela signifie qu'à compter du 5 octobre les citoyens namibiens et angolais n'ont plus besoin de visas pour traverser leurs points frontières communs. Cela renforcera le flot de population et affermira les opportunités commerciales et touristiques entre les deux pays.

"Les conditions de visa pour les visiteurs namibiens ont constitué l'un des plus grands obstacles au commerce entre la

Namibie et l'Angola," explique le Directeur Général de la Chambre d'Industrie et de Commerce Namibienne, Tarah Shaanika.

La Namibie sera le premier État Membre de la SADC dont les nationaux seront exemptés de visa pour entrer en Angola. Jusqu'à maintenant, l'Angola a exigé des visas pour les visiteurs des treize autres pays de la SADC.

Certains pays de la SADC ont déjà éliminé les conditions de visa pour les citoyens venant des autres États Membres. Il s'agit du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Swaziland, dont les citoyens n'ont désormais plus besoin de visas entre leurs frontières.

De même, les exportateurs sont moins nombreux que les importateurs et sont mieux équipés pour faire face aux logistiques de transit. Le transit des Douanes, est donc principalement un souci d'importation.

Les États Membres du Syndicat des Douanes de l'Afrique Australe (SACU), à l'exception du Swaziland, utilisaient déjà un seul formulaire de déclaration à leurs frontières communes.

Le Swaziland a commencé à utiliser le nouveau formulaire de déclaration à compter du 1er octobre. Le SACU se compose du Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland.

## Des routes d'accès supplémentaires pour l'Afrique du Sud et la Namibie

EN VUE du développement touristique précédant la Coupe Mondiale 2010, l'Afrique du Sud et la Namibie ouvriront une route d'accès supplémentaire au Park Transfrontalier de Kgalagadi en 2007.

Les deux pays envisagent d'ouvrir un poste frontière à la route d'accès et point d'entrée de Mata Mata. C'est une partie intégrale du développement d'une route touristique transfrontière côtière prévue pour la Coupe Mondiale 2010.

Le parc a été identifié comme prioritaire dans l'exercice de mise en oeuvre au cours de la première phase de la stratégie 2010 de Zone de Préservation Transfrontière, qui est une initiative SADC officielle.

"En tant que poste frontière touristique, Mata Mata augmentera le revenu de la TFCA en capitalisant sur le nouvel autoroute TransKalahari et en attirant une nouvelle vague de visiteurs de la Namibie," informe le Ministre du Tourisme de l'Afrique du Sud, Marthinus Van Schalkwyk.



# Prévision météorologique: saison de pluie normale

L'AFRIQUE AUSTRALE s'apprête pour une autre saison agricole productive tandis que les météorologistes prédisent des pluies normales pour 2006/07. Selon le 10<sup>ième</sup> Forum Régional de Prévision Climatique de l'Afrique Australe (SARCOF), qui s'est réuni au Botswana en Septembre, la saison des pluies 2006/7 dans la SADC sera divisée en deux parties – la première partie s'étendra d'octobre à décembre et le reste de janvier à mars 2007.

Le sommet du SARCOF fut réuni afin d'émettre un consensus de prévision pour le schéma pluviométrique dans la SADC pour la saison 2006/07.

## Octobre-décembre 2006

Il est prévu que durant la première moitié de la saison, les régions nord de la SADC ont une chance accrue de recevoir des pluies allant de normale à au dessus de la normale.

Cette zone comprend la République Démocratique du Congo (RDC), le nord-est de l'Angola, le sud du Malawi, et une partie du nord du Mozambique.

Egalement, durant cette période, une grande partie de l'Afrique du Sud, de la Namibie, de Madagascar, du Botswana, du Swaziland, de l'Angola et la totalité du Lesotho est supposée bénéficier de pluies allant de normale à au dessus de la normale.

Ailleurs dans la région, pendant la première partie de la saison, les pluies iront de normal à inférieur à la normale.

Ceci couvre d'autres parties de la République Unie de Tanzanie, la plupart du Mozambique, du nord du Malawi, du sud et de l'extrême nord de la Zambie, du Zimbabwe, des zones nord de l'Afrique du Sud et du Swaziland, de la plupart du Botswana et de l'Angola, de la Namibie, du flanc sud de l'Afrique du Sud, de la partie nord-ouest de Madagascar et de l'Ile Maurice.

La prévision fut préparée par les scientifiques experts en climatologie des services nationaux météorologiques et hydrauliques au sein de la région de la SADC. Les contributions additionnelles venaient du Centre SADC pour le Contrôle de la Sécheresse basé à Harare, et l'Institut International de Recherche pour le Climat et la Société.

Les prévisions du SARCOF surviennent à une période où les experts internationaux en météorologie ont prévenu du développement de conditions El Niño à travers l'océan pacifique durant ces cinq derniers mois, un développement qui risque de réduire les prévisions d'une autre saison agricole abondante en Afrique Australe.

Dans un compte rendu sur El Niño émis à la fin de septembre, l'Organisation Mondiale de Météorologie (WMO) a prévenu que les schémas climatiques à travers le Pacifique équatorial ont depuis juillet développé une tendance notable vers les conditions climatique El Niño.

La WMO explique qu'il existe un accord général parmi les experts que le développement "d'un vaste bassin El Niño de faible à modéré est désormais

## Janvier – Mars 2007

La plupart des pays de la SADC ont des chances accrues de recevoir des pluies normales à supérieures à la normale pendant la saison janvier-mars 2007.

Le nord de la Tanzanie possède une meilleure chance de recevoir des pluies supérieures à la normale.

Cependant, certaines zones peuvent recevoir des pluies normales à inférieures à la normale durant la deuxième moitié de la saison. Ce sont la zone sud-ouest de la RDC, une grande partie de l'Angola, l'ouest de la Zambie, la partie extrême ouest du Zimbabwe, le Botswana, la plupart de la Namibie, une grande partie de l'Afrique du Sud, le Lesotho et presque tout le Swaziland.

probable et qu'un tel événement devrait persister jusqu'au début de 2007".

Les températures à la surface de la mer dans le Pacifique "équatorial est près des côtes sud américaines se sont réchauffées vers la fin de juillet, tandis que les schémas océaniques et atmosphériques dans le Pacifique équatorial ont également commencé à ressembler aux conditions typiques d'un stade précoce de manifestation El Niño en août.

L'effet El Niño a été associé aux périodes précédentes de sécheresse qui ont touché l'Afrique Australe. Le phénomène provoque une forte hausse de température marine et l'air devient sec, affectant le processus de formation de pluie.

"En vue de l'évolution de la situation, une précaution supplémentaire est de mise en formulant des prévisions sur l'impact dans ces régions



Une autre prévision de saison agricole abondante.

typiquement affectées par les manifestations El Niño," déclare la WMO, notant que la situation deviendra probablement plus claire d'ici décembre.

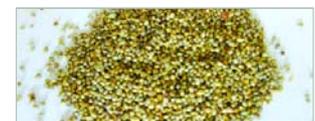
## La région s'apprête à harmoniser les réglementations sur les semences

LES SECRÉTAIRES permanents des ministères de l'Agriculture de la région de la SADC ont approuvé un système harmonisé de réglementation sur les semences faisant partie des mesures visant à revigorer la sécurité alimentaire régionale.

Les réglementations harmonisées sur les semences, approuvées par les secrétaires permanents lors d'un sommet régional en Afrique du Sud en septembre, englobaient le Système SADC de Libération de Variété Commune et de Mesures SADC Jointes sur la Quarantaine et la Phytosanitaire pour le Système de Semence.

Les accords techniques seront présentés aux ministres de l'agriculture puis au conseil des ministres.

Le Système SADC de Libération de Variété Commune établit un catalogue de variété régionale et permet la commercialisation de toutes les variétés dans les 14 États



Membres de la SADC. Ceci facilitera la large disponibilité de variétés améliorées de toutes les cultures pour les fermiers.

Les Systèmes de Libération de Variété dans la plupart des États Membres exigent qu'avant la circulation d'une nouvelle variété, celle-ci subisse des procédures interminables de test et circulation avant que les semences ne puissent être commercialisées. Ceci prive ou retarde l'accès des fermiers aux nouveaux produits.

Une procédure manuelle pour la libéralisation de variété régionale basée sur une gestion de traitement est proposée et fournira le mécanisme d'application pour les éleveurs du secteur public et privé pour la libéralisation de variété régionale.

# US\$5,2 milliards nécessaires pour relancer la capacité de génération

SELON LE Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) la région de la SADC requiert au moins US\$5, 2 milliards entre maintenant et 2011 pour réhabiliter les centrales d'énergie déjà existantes et investir dans les projets de production.

Les projets de réhabilitation et d'infrastructures associées, la plupart desquels sont en construction et prévus avant le fin de 2007, ajouteront 3200 Megawatts (MW) d'énergie au réseau de la SADC à un coût se montant à US\$1,4 milliard.

Les projets de générations à court terme, pour lesquels des études de faisabilité et des évaluations de l'impact environnemental ont été menées, coûteront à la région approximativement US\$3,8 milliards ajoutant ainsi environ 4 200 MW au réseau régional lors de sa finition aux alentours de 2011.

Avec certaines des économies d'Afrique en expansion rapide, l'Afrique Australe est supposée épuiser son surplus de génération de capacité après 2007.

La capacité régionale nette de génération est supposée compter 45 000MW d'ici 2007 contre la demande maximum bien supérieure à 45 000MW à l'époque.

Ceci est à l'origine de la demande régionale pour l'électricité qui a augmenté au taux de trois pour cent par an ces dix dernières années contre un déclin de l'investissement dans l'infrastructure de production et transmission.

Actuellement, la région a un total combiné de génération installée de 52 743MW mais la production nette tourne autour de 45 000MW.

Pour fonctionner à plein rendement, SAPP doit s'assurer de maintenir en permanence un niveau de réserve de génération de 10,2 pour cent ou plus. Il est prévu qu'aux niveaux actuels en hausse de la demande, la région pourrait épuiser sa capacité de réserve après 2007 et ne pourrait satisfaire d'autres augmentations de demande d'énergie.

Une autre stratégie poursuivie par SAPP est d'entreprendre des projets de transmission à court

terme qui portent sur l'enrôlement de trois membres non-exploitants: Angola, Malawi et République Unie de Tanzanie.

Cette stratégie implique d'investir dans l'acquisition d'inter-connecteurs afin d'approvisionner les trois pays en électricité. Le renforcement de l'inter-connecteur RDC-Zambie de 220 kilovolt (kV) vise à accroître la capacité de transfert d'énergie à partir de la RDC vers la Zambie et d'augmenter le commerce entre la RDC et d'autres pays. Les travaux sur cette ligne sont encore en cours.

La Corporation Zambienne d'Approvisionnement en Électricité a érigé l'inter-connecteur Zambie-Namibie de 220 kV en août 2006, dont la performance est supervisée. La ligne est destinée à augmenter la sécurité

exploitants seront interconnectés, renforçant ainsi le commerce, la sécurité de l'approvisionnement et l'intégration économique régionale.

Les trois pays ont, par conséquent, mobilisé les fonds pour des études techniques, économiques, financières et environnementales pour un projet à trois volets.

Ceci consiste en un inter-connecteur Zambie-Tanzanie, commençant à la centrale annexe de Pensulo, près de Serenje en Zambie, et se terminant à l'annexe de Mwakibete, près de Mbeya, en République Unie de Tanzanie; le renforcement du système de transmission tanzanien pour permettre le transfert au Kenya; et une ligne de transmission Tanzanie-Kenya à partir de Arusha vers Nairobi.

Les trois gouvernements ont convenu de procéder à la phase suivante de préparation pour mise en oeuvre, pour laquelle la Banque Africaine de Développement et la Banque de Développement de l'Afrique Australe ont contribué au contribuéfinancement. Une étude d'évaluation de l'impact social pour le renforcement du système de transmission en Tanzanie menée par un consultant est en cours.

Les projets de production à moyen terme et long terme pour approvisionner la région de la SADC comprend le Projet du Corridor d'Énergie Ouest (Westcor), qui est supposé passer de 4 000 MW d'énergie provenant d'Inga Three en RDC, au réseau régional d'énergie de 6 500 MW de production à partir de la rivière Kwanza en Angola.



Le barrage de Cahora Bassa est une source importante d'énergie pour la SADC.

d'approvisionnement de la région nord de la Namibie à partir de la Zambie.

La finition d'un inter-connecteur entre le Malawi et le Mozambique est prévue dans les deux ans suivant la signature d'un accord entre l'acheteur, Escom du Malawi, et le vendeur, HCB du Mozambique.

La Zambie, la Tanzanie et le Kenya ont convenu de mettre en oeuvre le projet d'un inter-connecteur Zambie-Tanzanie-Kenya, à travers lequel les systèmes d'énergie des trois pays non-

## La BAD mobilise des fonds pour le projet Inga

LA BANQUE Africaine de Développement (BAD) déclare son intention de mobiliser des fonds publics et privés pour financer les études de faisabilité pour l'Inga, projet d'énergie le plus ambitieux en Afrique.

Grâce à son énorme potentiel hydroélectrique ainsi que son impact potentiel sur l'intégration régionale en Afrique, le "caractère

intégrant" du projet Inga dans la République Démocratique du Congo (RDC) a été mis en avant pour relancer le projet.

"Grand Inga, une capacité de production d'énergie de 39 000 megawatts, fournira l'opportunité au projet d'exporter de l'électricité au niveau pan-africain," déclare la BAD dans un communiqué en octobre.



## Des liens plus forts entre l'Afrique et la Chine

# "Amitié, Paix, Coopération et Développement"

LES RELATIONS entre la Chine et l'Afrique sont prêtes à s'affermir après que les deux camps conviennent de renforcer les liens économiques, culturels et politiques.

La coopération économique fut l'un de thèmes importants qui émergea du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) tenu à Beijing en novembre.

Le président chinois Hu Jintao a annoncé une série de mesures couvrant la totalité de l'éventail de relation entre la Chine et l'Afrique. Les mesures couvrent les relations politiques, économiques, technologiques, sociales et culturelles et visent à créer une situation avantageuse pour les deux parties.

Ceci inclut un accord de prêt préférentiel de US\$3 milliards et des crédits "d'acheteurs préférentiels" de US\$2 milliards pour l'Afrique dans les trois ans à venir.

Le pays asiatique, puissance économique mondiale émergente, a également promis d'instaurer un Fond de Développement Chine-Afrique de US\$5 milliards afin d'encourager les compagnies chinoises à investir en Afrique.

Dans une démarche supposée bénéficier plusieurs pays de la SADC, la Chine a promis une assistance double pour l'Afrique d'ici 2009 et d'annuler toute dette encourue par les pays africains et arrivée à échéance en 2005.

Hu a annoncé que la Chine formerait également plus de 10 000 professionnels africains dans divers domaines; instaurera 10 centres d'excellence agricole en trois ans; construira des écoles et des cliniques; et coopérera avec les nations africaines en politiques et sur des questions multilatérales.

La Chine a promis d'établir jusqu'à cinq zones commerciales et



Le Président de la SADC, Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho à la FOCAC

économiques en Afrique d'ici 2009 dans une démarche qui verra le pays asiatique ouvrir ses marchés aux producteurs africains en augmentant de 190 à 440 le nombre de produits d'exportation détaxés provenant de pays africains les moins développés ayant des liens diplomatiques avec la Chine.

Cette année marque le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'inauguration des relations diplomatiques entre la République du Peuple de Chine et les pays africains.

Dans une démarche visant à soutenir les alliances politiques sino-africaines, les chinois construiront un centre de conférence pour l'Union Africaine.

L'un des points marquants du sommet fut la tenue de la première rencontre du Conseil d'Entreprise Chine-Afrique à Beijing, signalant les nouveaux efforts de la Chine et de l'Afrique pour relancer la coopération dans le secteur privé.

Le conseil d'entreprise fut tout d'abord instauré en 2005 afin de créer un réseau de services et une plate forme de communication pour les entreprises chinoises et africaines.

Les deux parties ont convenu de la nécessité de créer des conditions favorables pour maximiser le rôle des entreprises privées, qui injecteront une vie nouvelle dans les relations sino-africaines.

Avec le renforcement de la compétition sur marché local, les entreprises privées chinoises considèrent l'Afrique comme un marché viable présentant de nombreuses opportunités.

Les entreprises chinoises se sont engagées à aider leurs homologues africains à renforcer l'infrastructure locale et améliorer les standards de vie.

Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique se monte à US\$40 milliards en 2005 alors que selon les statistiques officielles chinoises durant la même année le pays asiatique a investi US\$6,3 milliards en Afrique.

L'exportation de l'Afrique vers la Chine en tant que proportion de commerce avec les nations industrialisées a augmenté de 0,43 pour cent en 1990 à 8,96 pour cent en 2004, et ceux-ci vont probablement accroître alors qu'un essor des prix de produits mené par la Chine prend le monde d'assaut.

L'opportunité la plus importante ouverte à l'Afrique par l'expansion économique rapide de la Chine est la motivation accrue apportée par la demande en hausse des produits et les prix.

Nombre d'économies africaines, y compris la plupart des États Membres de la SADC, possèdent des ressources abondantes de produits bruts.

Le sommet du FOCAC présenta également l'opportunité pour la Chine et l'Afrique de renforcer leurs liens culturels.

Les échanges culturels et la coopération sont devenus une partie importante des relations sino-africaines et ont promu une amitié mutuelle.

A ce jour, la Chine a signé 156 contrats de coopérations culturelles avec des nations africaines, et plus de 50 groupes culturels représentant le gouvernement chinois ont visité l'Afrique. Plus de 170 troupes culturelles d'état africain se sont rendues en Chine.

Plus de 1 700 délégués dont 48 dirigeants africains et des représentants de plus de 20 organisations internationales africaines ont participé au sommet du FOCAC.

Le FOCAC est un mécanisme pour le dialogue collectif et la coopération conjointement établi par la Chine et l'Afrique pour pallier aux nouvelles difficultés et faciliter le développement commun.

Depuis le lancement du FOCAC en 2000, deux conférences ministérielles ont eu lieu à Beijing et Addis Ababa.

Le thème du forum était "amitié, paix, coopération et développement".



Président Hu Jintao et Thabo Mbeki, des danseurs africains et chinois présentant leur culture

# Les scrutins de la RDCongo et Madagascar complète

Joseph Kabila

## Une force unificatrice en RDC

LORSQU'IL FUT assermenté en tant que président quelques jours après la mort de son père, peu de personne à l'extérieur de la République Démocratique du Congo (RDC) accordait à Joseph Kabila, alors âgé de 29 ans, peu de chance d'apporter la paix dans le pays.

Beaucoup doutaient de son engagement à se conformer totalement aux Accords 1999 de Lusaka qui demandait le retrait de toutes les troupes étrangères hors de la RDC et la fin des combats.

En quelques mois à la tête du pouvoir et malgré sa jeunesse et son inexpérience relative, le nouveau président de la RDC a démenti les doutes en ressuscitant l'accord moribond de Lusaka, ouvrant le pays aux casques bleus des Nations Unies et en commençant à travailler sur l'économie du pays minée par la pauvreté.

Il commença une série d'entrevue de haut niveau à l'intérieur et hors du pays. A Kinshasa, il rencontra les présidents de l'Angola, Namibie et Zimbabwe, qui étaient les alliés les plus dévoués de son père durant la guerre civile contre les mouvements rebelles soutenus par l'Ouganda et le Rwanda, une guerre qui laissa plus d'un tiers de cet énorme et riche pays en dehors du contrôle de Kinshasa.

Les alliés ont promis de continuer à soutenir le nouveau président malgré la lourde charge causées par leur participation dans la guerre de trois ans sur leurs propres économies.

Le nouveau président Kabila a rencontré le Président Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud peu après avoir prêté serment et juste avant de partir pour des entretiens à Paris, Washington et New York.

Il rencontra le président Jacques Chirac en France, assista à un petit-déjeuner prière avec le nouvellement investi Président George W. Bush à Washington et rencontra des officiels supérieurs de cette nouvelle administration y compris le Secrétaire d'Etat Colin Powell. Kabila a également rencontré les officiels supérieurs de

l'ONU, dont les membres du Conseil de Sécurité à New York.

Les rencontres étaient toutes cruciales, pour la RDC et la région des Grands Lacs. Les rebelles et leurs partisans contrôlaient une grande partie de l'est du pays et insistaient qu'ils se retireraient uniquement lors de l'élection d'un gouvernement démocratique par tous les citoyens de la RDC et lorsque la sécurité des frontières rwandaises serait garantie, des milices Hutus accusées du génocide des Tutsis et des Hutus modérés en 1994.

Extrait de

### Déclaration Préliminaire de la Mission SADC d'Observation des Élections de la RDC

L'ORGANE DE la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération a redéployé sa Mission d'Observation Électorale dans la République Démocratique du Congo afin d'observer la finale des Élections Présidentielles et Provinciales du 18 au 31 octobre 2006. La Mission fut redéployée dans les termes des clauses du Protocole de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en matière de Sécurité et au les Principes et Directives SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

Comme stipulé dans les Principes et Directives, son Excellence Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie et Président de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en matière de Sécurité a nommé l'Honorable Brigadier-Général Adam Mwakanjiki (Rtd) pour mener la mission.

La Mission comprenait 52 membres, dont 7 étaient des femmes, venant de 7 États Membres et le Secrétariat. La Mission reconnait la complémentarité de son travail avec celui des équipes d'observation électorale sous diverses organisations opérant dans la région de la SADC telles que le Forum Parlementaire (FP) et le Forum des Commissions Électorales (FCE) des pays de la SADC. La Mission reconnut également les équipes nationales

d'observateurs et les citoyens de la SADC sous l'autorité des Organisations de Société Civile. Cette présence augmenta la voix et les yeux de la SADC venant de toutes les conditions sociales.

L'ONU a convenu d'envoyer environ 5 500 soldats de la paix, africains pour la plupart, en RDC dans le cadre des Accords de Paix de Lusaka de 1999. Cependant, malgré la poignée d'observateurs, l'ONU refusait de déployer les forces jusqu'à ce que les conditions pour le maintien de la paix soient améliorées.

Né le 17 juin 1971, Kabila passa ses premières années en exil avec son



Président Joseph Kabila

père, Laurent, qui était un opposant acharné de l'ancien président zaïrois, Mobutu Sese Seko.

Il fit son éducation en République Unie de Tanzanie, suivie d'une formation militaire en Chine.

A l'époque du décès de son père en 2001, le

jeune Kabila était commandant de l'armée de la RDC et pris le pouvoir en tant que président du pays alors explosif.

en coordination avec la MONUC et autres observateurs internationaux surtout l'UA et autres Équipes Nationales d'Observation des États Membres de la SADC. ...

L'Organe SADC sur la Politique, Défense et Coopération en matière de Sécurité et la région de la SADC dans son ensemble félicitent le peuple de la République Démocratique du Congo pour des élections paisibles et transparentes. La discipline démontrée par les électeurs jointe à l'adhésion stricte aux lois et procédures électorales rendirent le processus incontestablement légitime et crédible. La transparence fut particulièrement garantie par la présence de représentants des candidats, qui à la fin de la comptabilité des votes, ont reçu une copie signée du certificat des résultats dans chaque centre de comptabilité.

De ce fait, la Mission SADC d'Observation Électorale n'a aucune hésitation à féliciter la Commission Électorale Indépendante pour ses efforts afin s'assurer/garantir une conclusion réussie de ces élections complexes. À cet égard il est légitime de déclarer que la finale des Élections Présidentielles de la RDC du 29 octobre 2006, furent paisibles, transparentes, bien gérées et crédibles. ...

Émis le 31 octobre 2006  
Kinshasa, RDC



Transport des bulletins de vote en RDC



# e calendrier 2006 des élections de la SADC

## Élections de Madagascar

**MADAGASCAR COMPLÈTE** le calendrier des élections 2006 pour l'Afrique Australe avec le scrutin présidentiel prévu pour le 3 décembre.

Les élections ont attiré une forte présence de 14 candidats en lice pour le droit de diriger l'île de l'Océan Indien pendant les cinq prochaines années.

Le Président sortant Marc Ravalomanana fut pressenti vainqueur en tête de 13 candidats dont une femme – activiste des droits de l'homme, Elia Ravelomanantsoa.

Parmi les autres candidats figurent l'ancien président de l'Assemblée Nationale, Jean Lahiniriko; l'ancien pasteur, Richard Andriamanjato; et Roland Ratsiraka, maire de la ville portuaire de Toamasina et neveu de l'ancien président Didier Ratsiraka.

Les nominations pour la candidature furent confirmées par le Tribunal de Grande Instance le 19 octobre, avec

l'élimination de trois autres postulants.

Président Ravalomanana a succédé au pouvoir après avoir vaincu Didier Ratsiraka dans des élections controversées en 2002 durant lesquelles les deux candidats se sont déclarés vainqueurs, jusqu'à ce que ce dernier se réfugie en France.

Les élections ont été repoussées à fin décembre ou début janvier afin d'éviter les perturbations que pourrait causer le mauvais temps prévu durant cette période.

Madagascar fonctionne sur un système à majorité relative ou à majorité dans lequel le vainqueur d'une élection présidentielle doit obtenir la majorité des voix.

Si un candidat reçoit une majorité absolue de vote, il est alors élu directement, sans avoir recours à un second tour. Si, cependant, aucun candidat n'obtient une majorité absolue, un second tour est organisé, durant lequel le vainqueur en est élu.

Depuis sa prise de pouvoir en 2002, Ravalomanana s'est embarqué dans des réformes économiques et sociales très répandues qui ont sorti le pays de l'Afrique Australe de décennies de récession. Il a gagné le soutien de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International qui soutiennent sa politique de libéralisation économique.

En 2004, Ravalomanana a lancé une offre afin que son pays adhère à la SADC et l'île de l'Océan Indien fut officiellement acceptée dans la famille régionale lors du 25<sup>ème</sup> Sommet au Botswana en 2005.

Bien que le niveau actuel de pauvreté soit élevé, le potentiel économique de Madagascar est énorme. Le pays est le plus gros producteur au monde de vanille en termes de valeur, mais ses fermiers ont souffert de tarifs prix perpétuellement bas.

Avec une économie largement tributaire de l'agriculture – qui



Président Marc Ravalomanana

avec la pêche et l'exploitation forestière contribuent au moins 25 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) – l'île produit aussi du café, de la cassave, des bananes, du maïs, du sucre de canne, des pommes de terre et du riz.

Les secteurs minier et touristique ont montré des signes de rétablissement et le gouvernement a prédit des augmentations dans l'exportation de minerais d'environ US\$100 millions à US\$150 millions par an sur la prochaine décennie.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES					ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES					
Pays	Dernières élections	Sortant	Vainqueur	Next elections	Term of office	Dernières élections	Parti majoritaire	Prochaines élections	Term of office	Year of independence
Angola	1992	J. dos Santos, MPLA	Dos Santos	TBA	5	1992	MPLA	TBA	5	1975
Botswana	2004	F. Mogae, BDP	Mogae	2009	5	2004	BDP	2009	5	1966
RDC	1960	J. Kabila, AMP	Kabila	2006	5	2006	AMP	2011	5	1960
Lesotho	2002	P. Mosisili, LCD	Mosisili, PM	2007	5	2002	LCD	2007	5	1966
Madagascar	2001	D. Ratsiraka, AREMA	M. Ravalomanana, TIM	2006	5	2002	TIM	2007	5	1960
Malawi	2004	B. Muluzi, UDF	Mutharika, UDF	2009	5	2004	UDF	2009	5	1964
Ile Maurice	2003	Offmann/ by national assembly	Jugnauth/ by national assembly	2007	5	2005	Social Alliance	2010	5	1968
Mozambique	2004	J. Chissano, Frelimo	A. Guebuza, Frelimo	2009	5	2004	FRELIMO	2009	5	1975
Namibie	2004	S. Nujoma, Swapo	H. Pohamba, Swapo	2009	5	2004	SWAPO	2009	5	1990
Afrique du Sud	2004	T. Mbeki, ANC	Mbeki, ANC	2009	5	2004	ANC	2009	5	1994
Swaziland	N/A	Barnabas Sibusiso Dlamini	Themba Dhlamini	N/A		2003		2008	5	1968
Tanzanie	2005	B. Mkapa, CCM	J. Kikwete, CCM	2010	5	2005	CCM	2010	5	1961
Zambie	2006	L. Mwanawasa, MMD	Mwanawasa, MMD	2011	5	2006	MMD	2011	5	1964
Zimbabwe	2002	R. Mugabe, Zanu PF	Mugabe, Zanu PF	2008	6	2005	ZANU PF	2010	5	1980

Southern Africa elections calendar

# Potentiel touristique prometteur pour la SADC

UNE INDUSTRIE touristique en essor dans la SADC contribuera de manière importante au développement socio-économique de la région, explique Président Hifikepunye Pohamba de la Namibie.

S'adressant à plus de 300 délégués participant au Forum Tourisme 2006 SADC-Union Européenne (UE) en Namibie, Pohamba déclare que le potentiel touristique de la région est exceptionnellement élevé et offre

des opportunités pour un développement plus poussé.

Le tourisme compte pour une moyenne de 14 pour cent du Produit Intérieur Brut de la SADC et 15 pour cent de la capacité régionale d'emploi, selon les statistiques du Programme UE-SADC pour la Promotion de l'Investissement (ESIPP).

Les dépositaires et les investisseurs du secteur industriel ont convenu de joindre leurs efforts pour créer un secteur touristique vibrant.

Avec la prévision d'une hausse considérable dans la demande de voyage de la région dans les quatre prochaines années, la SADC offre des opportunités attirantes d'investissement pour les compagnies impliquées dans le tourisme, l'hospitalité et les secteurs connexes.

On prévoit la visite de milliers de touristes dans la région en 2010 lorsque l'Afrique du Sud accueillera la Coupe Mondiale de football.

Le Forum Tourisme 2006 SADC-UE offrit une opportunité aux promoteurs et entrepreneurs de tourisme de présenter des projets aux institutions financières européennes, y compris la Banque d'Investissement Européenne.

L'évènement de trois jours visait à faciliter la formation de partenariats d'entreprise entre l'UE et les entrepreneurs et investisseurs de la région de la SADC.

## L'Angola est prêt pour l'expansion

L'ANGOLA BRIGUE de devenir dans les cinq prochaines années, la seconde économie la plus importante en Afrique sub-Saharienne.

Le Ministre des Finance du pays, José Pedro de Morais, informe que l'Angola jouit d'une des économies mondiales en expansion la plus rapide, avec un taux estimé atteindre les 20,6 pour cent en 2006, basé sur l'augmentation de la production de pétrole et le rétablissement de s autres secteurs économiques.

L'économie du pays s'est accrue d'une moyenne de 12,5 pour cent et, par conséquent, son revenu par habitant est évalué à US\$2 000, ce qui place l'Angola dans le groupe de pays ayant un niveau de vie élevé.

Les comptes du gouvernement se sont considérablement améliorés, enregistrant un surplus de 8,5 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2005, 1,1 pour cent de plus qu'en 2004.

Selon le ministre, le secteur non-pétrolier a pu constater des améliorations dans le domaine agricole, grâce au progrès des activités de déminage, l'introduction de systèmes d'irrigation et la réintégration sociale des populations déplacées.

Le secteur de construction est également en expansion en raison du nombre de projets publics et privés qui



Superbe panorama ... Luanda nocturne

sont mis en place dans toutes les provinces.

Une nouvelle ville, Nova Cidade de Luanda, est en construction au sud de Luanda afin de loger quatre millions de personnes venant de la capitale encombrée, vers laquelle plus de la moitié de la population du pays a immigré durant les 27 années de guerre civile.

Selon le Cabinet de Reconstrução Nacional (Bureau pour la Reconstruction Nationale), qui fut instauré en 2005 afin de superviser le programme de reconstruction de l'Angola après-guerre, des entreprises chinoises de construction seront chargées du projet, financé au moyen des richesses pétrolières de l'Angola.

## La Chine engage l'opérateur Tazara

LA CHINE déclare qu'elle engagera bientôt un entrepreneur chinois privé afin de gérer l'Autorité Ferroviaire Tanzanie-Zambie (Tazara) en partenariat avec les gouvernements tanzaniens et zambiens.

Il fut accordé une période d'un an aux chinois pour sélectionner et recommander aux deux pays une firme privées pour diriger Tazara.

La démarche émerge de la conclusion d'études de la Banque Mondiale et du gouvernement chinois qui ont été remises aux deux pays pour recommandation sur la voie à prendre dans le processus de privatisation.

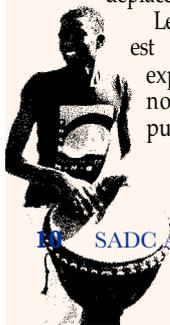
En 2005, les gouvernements tanzanien et zambien, à travers le Conseil des Ministres de Tazara, ont émis un communiqué joint déclarant que les chinois obtiendraient le droit prioritaire de refus dans l'examen des options de Participation du Secteur Privé (PSP) de Tazara.

Un rapport a depuis été soumis aux deux gouvernements avec des recommandations sur comment introduire au mieux la PSP dans Tazara.

### CURRENCY CHECKLIST

Country	Currency	(US \$1)			
Angola	Kwanza (100 lwele)	80.37	Botswana	Pula (100 thebe)	6.37
Lesotho	Maloti (100 lisente)	7.63	Madagascar	Ariary	9,305.00
Ile Maurice	Rupee (100 cents)	32.90	Mozambique	Metical (100 centavos)	25.86
Africa du Sud	Rand (100 cents)	7.59	Swaziland	Lilangeni (100 cents)	7.54
Zambia	Kwacha (100 ngwee)	3,800.00	Zimbabwe	Dollar (100 Cents)	250.00
			RDC	Congo Franc	537.50
			Malawi	Kwacha (100 tambala)	137.98
			Namibie	Dollar (100 cents)	7.59
			Tanzanie	Shilling (100 cents)	1,273.00

Septembre 2006



# Site web interactif pour la présidence de l'Afrique du Sud

LA PRÉSIDENTIE sud-africaine a introduit un nouveau site web interactif visant à affermir la responsabilité dans les départements supérieurs du gouvernement.

Le site web - [www.thepresidency.gov.za](http://www.thepresidency.gov.za) - permet aux usagers de faire des suggestions et commentaires qui seraient retenus par l'unité de communications de la présidence.

Il offre également au public "un aperçu plus profond dans les travaux internes de l'institution; et présentera la présidence en tant qu'organisme "symbolisant l'excellence dans le gouvernement", selon le Directeur-Général de la Présidence, Frank Chikane.

La nature interactive du site web permettra aux médias et aux universitaires de dialoguer avec la

présidence et d'utiliser les informations disponibles afin de garantir une meilleure responsabilité.

Le site web entraine les internautes à travers les agendas du président et du président adjoint, les projets spéciaux entrepris par la présidence ainsi que les dirigeants réfléchissant sur des problèmes d'actualité tels que la régénération morale,

l'action affirmative, le sexisme et la renaissance africaine.

Il fournit également des liens aux sites de tous les départements des du gouvernement, gouvernements provinciaux, les six conseils métropolitains et tous les autres parties politiques ainsi que des liens aux Nations Unies, l'Union Européenne et autres. (*BuaNews*)

## Une entreprise du Botswana invente un appareil pour empreinte

UNE FIRME du Botswana a inventé un appareil d'authentification d'empreinte digitale supposé contribuer à une nouvelle dimension pour la sécurité de la téléphonie cellulaire et de l'informatique.

Selon Pule Mmolotsi, propriétaire de l'entreprise Worldwide Technologies basée à Gaborone, les gens n'auront plus à s'inquiéter du vol de leurs codes téléphoniques ou autres, de l'invasion de leurs dossiers privés dans le cas d'ordinateurs partagés.

Avec le nouveau système, une personne peut vérifier qu'il/elle

### Pas de carburant pour la téléphonie

LE BIO-DIESEL est considéré comme une alternative de carburant rentable pour le fonctionnement des centrales de téléphonie mobile alors que les entreprises de téléphonie mobile visent les zones rurales de l'Afrique pour l'expansion des services de télécommunications.

Avec la matière première d'arachide, graines de citrouille et huile de palme, la gestion des centrales sera moins onéreuse compare au système d'emmagasinement des conventionnels générateurs de diesel.

Le projet est supposé réduire le coût de fonctionnement des centrales dans les zones rurales.

Déjà l'entreprise de téléphonie mobile MTN s'est embarquée sur un projet d'expansion qui lui a permis d'introduire les téléphones mobiles dans les zones rurales de pays tels que l'Afrique du Sud et le Nigéria. (*Business Day*)

est le propriétaire authentique du code d'un téléphone cellulaire ou ordinateur en plaçant une empreinte digitale sur un détecteur inclus dans l'appareil. La tonalité résonnera automatiquement dès que l'appareil identifie l'empreinte digitale comme appartenant au propriétaire du téléphone.

Mmolotsi explique qu'il a développé la technologie avec des chercheurs associés en Malaisie.

"Le produit final sera prêt d'ici janvier de l'année prochaine et sera suivi d'un lancement prévu probablement pour mars", déclare t-il.

Mmolotsi est actuellement engagé dans une énorme campagne afin de promouvoir son produit au Botswana et dans d'autre pays.

Il a également reçu plusieurs demandes de licence de companies en Australie, Ghana, Afrique du Sud et Indonésie. (*BOPA*)



## Cyber-espace pour le téléphone cellulaire

L'INDUSTRIE de téléphonie cellulaire du Botswana est prête à subir un important remaniement avec le début de l'ouverture des inscriptions pour téléphone cellulaire d'adresses de site web spécifique.

Le public général peut désormais inscrire des sites web se terminant par "mobi" alors que les commanditaires du réseau mobile espèrent renverser l'apathie de la clientèle.

Seul 10 pour cent des propriétaires de cellulaire utilise leurs téléphones pour consulter le réseau en raison des

préoccupations relatives au coût, vitesse et au contenu médiocre.

Les sites se terminant par "mobi" sont conçus pour les téléphones et peuvent satisfaire aux standards convenus.

L'organisation responsable de la supervision du nom domaine d'inscription, Mobile Top Level Domain, prévoit 200 000 sites mobiles à inscrire au cours de l'année prochaine.

Cela coûte environ US\$25 pour enregistrer un site "mobi" pour une période minimum de deux ans. (*The Voice*)

## Antibiotique animal pour contrôler les parasites dans le bétail

Un antibiotique animal pour contrôler les parasites internes et externes dans le bétail a été développé au Zimbabwe par le Centre pour la Recherche et Développement Scientifiques et Industriels (SIRDC).

L'antibiotique, Sirdamectin, est enregistré auprès de l'Autorité du Zimbabwe pour le Contrôle Pharmaceutique pour production commerciale, et le SIRDC travaille de concert avec l'Autorité du Zimbabwe pour le Contrôle Médical afin d'obtenir que son installation de fabrication soit qualifiée.

L'introduction du médicament fabriqué localement réduira considérablement le coût de la lutte contre les maladies animales, déclare le directeur général du SIRDC, Robson Mafoti, ajoutant que son organisation travaille avec le département vétérinaire dans le but de mener à bien un test d'efficacité du médicament.

Dans la région de la SADC, un grand nombre de bétail succombe de maladies provoquées par les tiques surtout pendant la saison des pluies.

Mafoti explique que la Sirdamectin est l'un des médicaments vétérinaires le plus efficace jamais produit.

"Notre antibiotique animal Sirdamectin révolutionnera le secteur agricole. Le Sirdc continue avec son programme de recherche de manière à créer d'autres produits, certains desquels seront bientôt commercialisés.

# Ambassadeur Legwaila Joseph Legwaila Secrétaire Général Adjoint de l'ONU et Conseiller Spécial sur l'Afrique

L'AFRIQUE EST bien représentée dans un poste supérieur aux Nations Unies avec la nomination de l'ambassadeur Legwaila Joseph Legwaila du Botswana Secrétaire Général Adjoint de l'ONU et Conseiller Spécial sur l'Afrique.

Legwaila est bien connu et largement respecté dans toute l'Afrique, et a tenu des positions clés d'autorité durant des événements qui furent des points tournants importants pour la région et le continent.

Il a servi en qualité de Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général durant le processus délicat de transition de la Namibie vers l'indépendance en 1989 et 1990.

Plus tard, en Afrique du Sud en 1993 et 1994, il fut Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine



(encadré) Ambassadeur Legwaila Joseph Legwaila. Siège de l'ONU à New York

(OUA), en qualité de représentant du continent à des moments cruciaux de son histoire, observant les premières élections démocratiques qui ont officiellement mis fin au système d'apartheid.

Il a auparavant servi comme Envoyé Spécial du Président des États de la Ligne de Front du Royaume du Lesotho.

Legwaila fut l'ambassadeur du Botswana et Représentant Permanent aux Nations

Unies à New York pendant plus de 20 ans.

Durant cette période, il servit également de Haut Commissaire concomitant de son pays pour la Guyane à partir de 1981 et de la Jamaïque à partir de 1982, et ambassadeur concomitant à Cuba à partir de 1983; tout cela jusqu'en 2001.

Plus récemment, il servit en tant que Représentant Spécial du Secrétaire Général pour la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (UNMEE).

Legwaila est largement connu à travers le système de l'ONU, et est respecté pour son intégrité et dévouement. Un ingrédient remarquable dans son succès est son sens de l'humour.

Né le 2 février 1937, Legwaila Joseph Legwaila commença sa carrière en tant qu'enseignant dans l'éducation primaire au Botswana.

De 1973 à 1980, il travailla à la Présidence avec le Président fondateur du Botswana, Chef Seretse Khama, avant d'être muté à New York dans les fonctions d'ambassadeur.

Il servit trois fois en tant que Vice-Président de l'Assemblée Générale de l'ONU – en 1981, 1987 et 1991.

Il représenta le Botswana au Conseil de Sécurité, et servit en qualité de Président du Conseil en février 1995 et mars 1996.

La nomination de Legwaila fut annoncée par le Secrétaire Général de l'ONU en vigueur en mai 2006.

Il remplace l'Ambassadeur Ibrahim Gambari du Nigéria.

*Source: Bureau du Conseiller Spécial sur l'Afrique, Nations Unies (OSAA)*

*<http://www.un.org/africa/osaa/bio.html>*

## Legwaila: "2007, année des résultats"

**LEGWAILA** A récemment parlé des objectifs clés pour l'année à venir et du rôle important du secteur privé dans l'accomplissement des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

"Ces dernières années, l'Afrique occupe une place de haute priorité au programme de développement global. Je suis heureux de noter que l'année 2005 et 2006 ont vu beaucoup de développements positifs en Afrique, ainsi qu'un ferme soutien de la communauté internationale. Le soutien international accru a donné naissance à des engagements remarquables en soutien au développement de l'Afrique dans nombre de domaines, surtout dans l'augmentation de l'assistance au développement et soulagement de la dette.

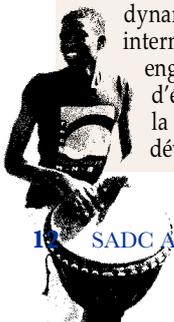
"Construire sur les progrès des deux dernières années, la chose la plus importante désormais est d'utiliser la fenêtre d'opportunité créée par le dynamisme croissant de l'assistance internationale pour transformer ces engagements en résultats concrets, et d'établir fermement les pays africains sur la voie de l'expansion et du développement durable.

"2006 étant baptisée "L'Année de l'Action" par le Projet ONU de Développement du Millénaire, j'espère sincèrement que nous parviendrons à transformer 2007 en "L'Année des Résultats".

"Accomplir les objectifs de Développement du Millénaire en Afrique exigera des efforts soutenus par tous les dépositaires, et le secteur privé à un rôle clé à jouer dans cette tâche.

"Les Objectifs de Développement du Millénaire et le développement du secteur privé sont inextricablement liés. L'existence d'un secteur privé vibrant est l'une des plus importantes conditions préalables à l'expansion, la réduction de la pauvreté et au développement en Afrique.

Les Objectifs de Développement du Millénaire ne peuvent être achevés sans la participation active du secteur privé, à travers la création d'emploi, l'investissement et la promotion du commerce. De même, les Objectifs de Développement du Millénaire sont d'une grande pertinence au succès du secteur privé, au point que la nécessité d'accomplir les objectifs incite les pays à créer un environnement institutionnel favorable, une infrastructure adéquate, et de faciliter l'accès au financement."





## La SADC produit la compétition 2007 de rédaction scolaire

Le Secrétariat de la SADC a lancé la compétition 2007 de rédaction des écoles secondaires visant les étudiants des 14 membres de la communauté économique régionale.

La compétition vise à accroître la sensibilisation parmi les jeunes

sur les affaires régionales de coopération et d'intégration.

Les rédactions sont supposées répondre à la question: A votre avis quelles sont les causes de la pauvreté dans la région de la SADC et quelles sont les mesures que les États Membres de la

SADC et les dépositaires non-gouvernementaux devraient prendre afin d'éliminer la pauvreté?"

Le vainqueur recevra un prix en espèce de US\$1 500, tandis que le second gagnera US\$1 000 et le troisième obtiendra US\$750.

La compétition 2007 de rédaction a, pour la première fois depuis son lancement, il y a huit ans, attiré du parrainage – venant du Southern Africa Trust (SAT), qui est financé par le département pour le Développement International (DFID).

La longueur de la rédaction devrait comprendre entre 2000 et 2500 mots et peut être rédigée en

anglais, français ou portugais, les trois langues officielles de la SADC.

La compétition de rédaction fut approuvée par le Conseil des Ministres de la SADC en août.

Les inscriptions doivent être envoyées au point contact national de la SADC ou au Ministère de l'Éducation des pays respectifs. La date limite de soumission des inscriptions est fixée au 31 mai 2007.

Les récompenses seront remises aux vainqueurs durant la cérémonie officielle d'ouverture du 27<sup>ième</sup> Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement qui aura lieu en Zambie en 2007.

## Le Mozambique et l'Île Maurice renouent leur accord culturel

LE MOZAMBIQUE et l'Île Maurice ont ressuscité leur accord 1993 qui pourvoit à l'échange culturel et à la préservation de sites historiques d'importance, ainsi que de justifier de la production jointe et de la commercialisation de produits sociaux, culturels et artistiques.

Le Ministre de l'Éducation et la Culture, Aires Aly du Mozambique et son homologue mauricien Mahendra Gwessoo ont signé l'accord.

L'accord envisage de renforcer le développement de programme inter-gouvernementaux et d'échange entre les institutions, les universités et des producteurs d'art et culture des deux pays.

Les deux pays ont partagé quelques expériences historiques datant de l'époque coloniale. Entre 1760 et 1762, les esclaves étaient acheminés vers l'Île Maurice à partir d'Inhambane, province sud du Mozambique.

## Le Lesotho hisse un nouveau drapeau de la paix

LE ROYAUME du Lesotho a marqué son 40<sup>ième</sup> anniversaire d'indépendance le 4 octobre avec un nouveau drapeau qui fut hissé afin d'effacer les souvenirs de régimes militaires.

Le nouveau drapeau à trois couleurs – bleu pour la pluie, le blanc représente la paix et le vert indique la prospérité.

Il est orné d'un chapeau de forme conique porté par les Basotho, peuple indigène du pays.

Le drapeau remplace celui conçu par un gouvernement militaire. L'ancien drapeau a des couleurs similaires mais représente un bouclier, une massue et des lances.

## Réflexion sur la vie à travers l'Art

L'ART EST un instrument important pouvant être utilisé pour établir des liens parmi les citoyens d'un pays, entre les populations de nationalité diverses et entre les générations.

Cela est ressorti lors d'une exposition en Allemagne en octobre par une jeune artiste namibienne, Imke Rust. L'exposition de Berlin fut ouverte par l'Ambassadeur de Namibie en Allemagne, Peter Katjavivi.

Souvenirs, l'exposition de Rust relate l'absence de son grand-père qui fut détenu dans un camp en Afrique du Sud durant la Seconde Guerre Mondiale.

Katjavivi décrit l'exposition comme moteur de réflexion sur "les questions plus vastes

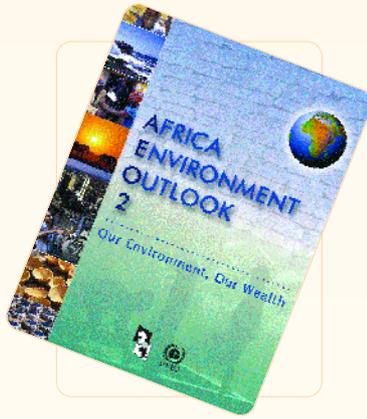
concernant la séparation des familles."

Elle souligne que les namibiens venant d'autres communautés, ainsi que les peuples d'autre pays, pourraient comprendre son oeuvre.

La Namibie a subi de nombreux conflits cause de la détention et de la séparation de leurs familles d'une multitude d'hommes et de femmes

L'ambassadeur insista également sur le fait que la tenue de l'exposition à Berlin était appropriée puisque dans le passé des familles y avaient été séparées.

Il loua l'art de Rust comme "non conventionnel, mais puissant et provocateur", et "nous incitant à remettre en question nos souvenirs, nos sociétés et nos comportements.



## Notre Environnement, Notre Richesse

LA PERSPECTIVE sur l'Environnement Africain est produite par le programme de l'ONU sur l'Environnement (UNEP) à Nairobi à travers sa Division d'Alerte Précoce et Évaluation, à la demande des Ministres Africains de la Conférence sur l'Environnement (AMCEN), tandis que le monitoring et l'analyse est entrepris par les centres régionaux de collaboration.

Perspective 2 de l'Environnement en Afrique: Notre Environnement, Notre Richesse est inspirée par deux documents de marque des Nations Unies – le rapport de la Commission Brundtland, Notre Avenir Commun, et Programme 21, qui a émergé du Sommet sur la Terre, Conférence ONU 1992 sur l'Environnement et le Développement (UNCED) au Brésil.

AEO2 réaffirme la nécessité de moyens d'existence durables, et l'importance des initiatives environnementales qui les soutiennent. Le thème est "Environnement pour le Développement".

Le centre de collaboration pour l'Afrique Australe est le Centre SARDC de Ressource pour l'Environnement I Musokotwane pour l'Afrique Australe (IMERCISA), qui a également produit avec la SADC le prochain Perspective sur l'Environnement en Afrique Australe.

Disponible à la Division d'Alerte Précoce et Évaluation (DEWA), UNEP, P.O. Box 30552 Nairobi 00100, Kenya.

Adel: [Africa.coordinator@unep.org](mailto:Africa.coordinator@unep.org)

Site Web: [www.unep.org/dewa/africa](http://www.unep.org/dewa/africa)



## Développement humanitaire pour 2015: Atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire

Le Rapport National 2005 sur le Développement Humanitaire montre que les indicateurs de développement humanitaire du Mozambique continuent leur trajectoire en hausse alors que l'Indice de Développement Humanitaire, calculé à partir de données nationales, continue d'augmenter. L'IDH est basé sur les indicateurs du PIB, de l'éducation, et de l'espérance de vie.

Ce rapport présente la pertinence des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et de leur connection étroite avec les stratégies nationales de développement, et réfléchit sur les difficultés à rencontrer en accomplissant les objectifs du Millénaire d'ici 2015.

Le document souligne une réflexion intellectuelle indépendante sur les difficultés vers l'atteinte des OMD avec des conjectures sur les points forts, les opportunités, les faiblesses et les menaces

qui peuvent être détectées dans les objectifs spécifiques.

Le rapport fut préparé pour le PNUD par les trois institutions partenaires, l'Institut National de Statistiques (INE), l'Institut Supérieur de Relations Internationales (ISRI) et le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) – bureau du Mozambique.

Le document est accessible en texte complet et pouvant être consulté sur connection en anglais et portugais au moyen de la Bibliothèque Virtuelle pour l'Afrique Australe à [www.sardc.net](http://www.sardc.net).

Disponible en anglais/portugais en un volume au PNUD, Avenida Kenneth Kaunda, 131, Maputo et SARDC Mozambique, rua D. Afonso Henriques, 141, Maputo.

Adel: [registry.mz@undp.org](mailto:registry.mz@undp.org)

[sardc@maputo.sardc.net](mailto:sardc@maputo.sardc.net)

Site Web: [www.undp.org/mz](http://www.undp.org/mz)

[www.sardc.net](http://www.sardc.net)

## PUBLICATIONS

### Ecological debt: The Health of the Planet and the Wealth of Nations

by Andrew Simms

UK, London, Pluto Press, 2005

224pp.

Plan d'intégration régionale basé sur la parité des sexes: Structure de Mise en Oeuvre Stratégique (SIF) 2006-2010 est une structure détaillée développée conformément à la Déclaration SADC 1997 sur la Parité des Sexes et le Développement, l'Addendum 1998 sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Enfants, et le Plan Stratégique SADC Indicatif de Développement Régional (RISDP). La structure fut développée par l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes avec l'aide d'une conférence consultative des dépositaires sur le programme SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement tenu en décembre 2005 tenue à Gaborone. Ce document est supposé guider la conception et la mise en oeuvre des programmes et activités de parité des sexes dans la région sur les cinq prochaines années.

Disponible à l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes, Secrétariat SADC, P/Bag 0095, Gaborone, Botswana. Adel: [gender@adc.int](mailto:gender@adc.int) ou [mmadibela@sadc.int](mailto:mmadibela@sadc.int)

### Gender-Based Regional Integration Plan: Strategic Implementation Framework (SIF) 2006-2010

Botswana, Gaborone, SADC, 2005

23pp.

Plan d'intégration régionale basé sur la parité des sexes: Structure de Mise en Oeuvre Stratégique (SIF) 2006-2010 est une structure détaillée développée conformément à la Déclaration SADC 1997 sur la Parité des Sexes et le Développement, l'Addendum 1998 sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Enfants, et le Plan Stratégique SADC Indicatif de Développement Régional (RISDP). La structure fut développée par l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes avec l'aide d'une conférence consultative des dépositaires sur le programme SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement tenu en décembre 2005 tenue à Gaborone. Ce document est supposé guider la conception

et la mise en oeuvre des programmes et activités de parité des sexes dans la région sur les cinq prochaines années.

Disponible à l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes, Secrétariat SADC, P/Bag 0095, Gaborone,

Botswana. Adel: [gender@adc.int](mailto:gender@adc.int) ou [mmadibela@sadc.int](mailto:mmadibela@sadc.int)

### The Kingdom of Lesotho:

#### 26th SADC Summit 11 - 18 August 2006

Botswana, Gaborone, SADC, 2006

131pp.

Cette publication met en lumière les activités de la SADC comme faisant partie de la documentation pour le Sommet SADC 2006 tenu à Maseru. Il fournit les profils des dirigeants de la SADC y compris les plus récents, le Président de Madagascar, et le nouveau Secrétaire Général de la SADC. C'est un numéro spécial qui se concentre sur le Lesotho, décrivant ses principaux domaines d'activités économiques et sociales.

Disponible au: Secrétariat SADC P/Bag 0095 Gaborone, Botswana

Adel: [registry@sadc.int](mailto:registry@sadc.int) Site Web: [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

### Angola National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP)

Angola, Luanda, MINUA, 2006

54pp.

Le document présente les actions pour incorporer les mesures adéquates dans les politiques et programmes de développement afin d'éviter la dégradation des écosystèmes et la perte de la biodiversité.

Résultat de cette recherche, six études thématiques furent produites sur les aspects relatifs à la biodiversité terrestre, marine et côtière, la structure institutionnelle et les politiques; les standards socio-économiques et démographiques; l'inventaire de projets et programmes sur la biodiversité en Angola; et l'analyse des pratiques d'usage de biodiversité basée sur la connaissance traditionnelle des communautés locales en Angola. Disponible au: Ministère des Affaires Urbaines et de l'Environnement, Avenida 4 de Fevereiro, 30, Caixa Postal 83, Luanda, Angola.

Adel: [minua@snet.co.ao](mailto:minua@snet.co.ao)



**SADC AUJOURD'HUI** est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

**REDACTEUR**

Munetsi Madakufamba

**COMITE DE REDACTION**

Joseph Ngwawi, Patson Phiri, Bayano Valy, Eunice Kadiki,  
Mukundi Mutasa, Chenai Mufanawejingo,  
Chipo Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,  
Clever Mafuta, Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

**CONSEILLER A LA REDACTION**

Responsable de l'unité de Communications d'Entreprise  
Leefa Penehupifo Martin

**TRADUCTION**

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

**Abonnez vous aujourd'hui**

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à [www.sadc.int](http://www.sadc.int) et [www.sardc.net](http://www.sardc.net)

**CONCEPT & MISE EN PAGE**

Tonely Ngwenya  
Arnoldina Chironda

**PHOTOS & ILLUSTRATIONS**

P1 Katherine Muick; 2, copyright tourisme sud africain;  
2,3 ZACPRO; 3; 6 options illustratives; 6, CDFF; 7, Xinhua photos;  
10; 2, 11, 13, SARDC; 12, Nations Unies; 13 SARDC, 16

**EMISSION & IMPRESSION**

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:  
Le Rédacteur, SADC TODAY

SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271

[sadctoday@sardcnet](mailto:sadctoday@sardcnet)

ou

SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique

Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178

[sardc@maputo.sardc.net](mailto:sardc@maputo.sardc.net)

Information 21 Sites web

[www.sadc.int](http://www.sadc.int) [www.sardc.net](http://www.sardc.net) [www.ips.org](http://www.ips.org) [www.saba.co.za](http://www.saba.co.za)

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21 siècle.

Nos remerciements aux compagnies aériennes mentionnées ci-dessous pour leur assistance dans la distribution de SADC Aujourd'hui: Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe.

**CALENDRIERS DES ÉVÈNEMENTS 2006**

Novembre  
20-23 Namibie

**Deuxième dialogue des dépositaires du Zambèze**

Le Projet 6 du Plan d'Action du Zambèze, Phase II (ZACPRO 6.2) en partenariat avec le Bureau Régional pour l'Afrique Australe de l'Union Mondiale de Préservation, Partenariat Mondial sur les Eaux pour l'Afrique Australe, Programme de Sensibilisation SADC/DANIDA, le Centre SARDC de Ressource pour l'Environnement Musokotwane pour l'Afrique Australe (Imercsa) et l'Institut pour le Développement des Eaux et Sanitation, accueillent la deuxième Conférence de Dépositaires du Bassin du Zambèze afin de discuter des problèmes de Gestion des Ressources Hydrauliques Intégrées dans le bassin du fleuve du Zambèze.

Décembre  
29-1er déc. Zambie

**Mines 2006**

Quatrième d'une série de réunions de partenariats sectoriels financées par le programme UE-SADC pour la promotion de l'investissement (ESIPP), il porte sur le secteur minier. C'est un forum durant lequel les promoteurs et entrepreneurs de l'Afrique Australe présenteront une sélection de projet nouveau et de haute qualité de développement d'entreprise dans le secteur minier aux européens et autres investisseurs internationaux.

3 Madagascar

**Élections présidentielles**

Ce seront les huitièmes élections présidentielles depuis 1965. Le Président est élu par vote populaire direct pour un mandat de cinq ans et le système électoral du pays pourvoit pour l'organisation d'un deuxième tour au cas où il ne ressortirait pas de vainqueur défini à l'issue du premier tour.

4-5 Suisse

**Mise en oeuvre et suivi du sommet WSIS**

En tant que suivi des résolutions de novembre 2005 du Sommet Mondial pour une Société d'Information (WSIS), une réunion d'experts aura lieu sous le thème "utiliser les TIC dans le but de parvenir à l'Expansion et au Développement". La réunion est organisée par l'Union Internationale des Télécommunications, une agence spécialisée des Nations Unies.

Janvier  
17-20 Éthiopie

**Sommet de l'Union Africaine**

L'Assemblée des chefs d'État et de Gouvernement des 53 pays membres de l'Union Africaine se réunira à Addis Ababa pour sa huitième session ordinaire, sous le thème "Science, Technologie et Recherche pour le Développement Socio-Économique de l'Afrique". La réunion sera précédée de la Session Ordinaire des Représentants Permanents et de la Session Ordinaire du Conseil des Ministres.

20-25 Kenya

**7ième Forum Social Mondial**

Le Forum Social Mondial est une réunion annuelle tenue par les membres du mouvement anti-globalisation afin de coordonner les campagnes mondiales, partager et raffiner les stratégies d'organisation, et informer chacun sur les actions de par le monde et leurs problèmes. Les groupes de société civile discuteront et formuleront des propositions de projets, partageront les expériences et établiront des contacts pour une action efficace sous le thème "Luttes des peuples, Alternatives des peuples".

Février  
Lesotho

**Conseil des Ministres de la SADC**

Les Ministres de chaque États Membres siègent au Conseil, généralement des ministres des affaires étrangères, du développement économique, de la planification ou des finances. Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC, et de garantir que les politiques soient correctement mises en oeuvre, ainsi que de faire des recommandation au Sommet.

19-24 Chypre

**Conférence Internationale sur l'Environnement**

La conférence vise à rassembler environ 2000 spécialistes et chercheurs venant de plus de 90 pays de par le monde afin de discuter des problèmes environnementaux à partir d'une variété de perspectives. Les discussions porteront sur la survie et la durabilité de l'environnement.

# 20

ans  
1986 - 2006

## Aéroport International O.R. Tambo

**OLIVER REGINALD** Kaizana Tambo fut le leader du Congrès National Africain (ANC) pendant 23 ans.

Sa vision précise, son dévouement discret et son engagement total, et ses compétences diplomatiques consommés, guidèrent le mouvement à travers la période difficile de lutte pour la libération, les périodes d'espoirs lorsque les pays voisins gagnaient leur indépendance, et à travers une longue période de négociation qui commença en 1980 lorsqu'il eut le courage d'autoriser le contact avec la première délégation Afrikaner qui chercha à rencontrer l'ANC.

Président Thabo Mbeki a dépeint Tambo comme "l'architecte clé de notre révolution qui mena la nation sud-africaine à la veille de la liberté et de la démocratie."

Il est largement reconnu que Tambo a sacrifié sa propre santé et éventuellement sa vie pour mener les négociations, sur la base de la déclaration de Harare, qui fut adoptée par l'Organisation de l'Unité Africaine et les Nations Unies et devint la fondation pour les négociations qui mirent fin au régime de l'apartheid.

"Mais comme Albert Luthuli, OR avait une vision précise d'une société non-raciale, non-sexiste démocratique," écrivit un membre du Comité Exécutif de l'ANC en octobre lors du début des commémorations, menant au nouveau baptême du principal aéroport sud-africain.

Non pas qu'il se considérait comme un héros, réservant ce statut aux enfants et peuple des bidonvilles de l'Afrique du Sud qui à son avis apportaient le courage nécessaire à la lutte qui il le savait, un jour, éliminerait avec succès le système apartheid.

O.R., tel qu'il fut connu affectueusement, fournissait le cœur et l'inspiration au mouvement de libération en exil, qui éventuellement le menèrent aux élections à majorité du 27 avril 1994, une journée qu'il n'a pas vécu puisqu'il mourut l'année d'avant. Mais il était de retour chez lui.

Il retourna en Afrique du Sud en 1991 après avoir passé plus de 30 ans en exil, et fut terrassé par une attaque cardiaque à l'âge de 75 ans en avril 1993, un an avant les premières élections démocratiques de l'Afrique du Sud.

Dans la décennie suivant 1994, avec l'attention portée sur son ami cher et ancien partenaire juridique Nelson Mandela, et son assistant personnel et protégé, Thabo Mbeki, il apparut quelques fois que l'importante contribution de cet homme humble avait été oublié.

Mais non par ceux qui lui étaient chers, et à son anniversaire, le 27 octobre, lorsqu'il aurait atteint 89 ans, l'aéroport international principal de l'Afrique du Sud fut rebaptisé OR Tambo International.

Il ne pouvait y avoir de meilleur mémorial pour Tambo que l'aéroport le plus actif du continent, le centre de l'Afrique, visité par des millions de personnes chaque année.



## L'indépendance de l'Angola: évènement marquant pour la région

L'INDÉPENDANCE de l'Angola le 11 novembre 1975, après une guerre de libération de près de 15 ans, marqua un point tournant en Afrique Australe qui mena éventuellement à la libération de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

Suivirent 25 années d'une guerre civile soutenue par l'étranger qui entraîna les pays voisins et envoya une vague de réfugiés hors des frontières nationales.

Mais la paix de l'Angola après l'accord de cessez-le-feu signé en avril 2002, fut un apport important à la paix croissante et à l'intégration régionale et au développement dans le SADC.

Second pays plus gros producteur de pétrole en Afrique, l'Angola jouit d'une croissance économique robuste qui s'est élevé au taux de Produit Intérieur Brut (PIB) le plus élevé de la région de 15,6 pour cent en 2005, et a encouragé le taux de croissance de la région d'environ six pour cent.

Il y a trente et un an, le 11 novembre, Agostinho Neto du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) fut proclamé premier président du pays. Dans la capitale, Luanda, une foule énorme applaudissait et les soldats tirèrent des salves en l'air tandis que l'on hissait le nouveau drapeau à minuit.

## Le Mozambique rend hommage à Machel: le libérateur

LE GOUVERNEMENT mozambicain prévoit d'ériger des monuments en l'honneur de son président fondateur, Samora Moises Machel, dans toutes les provinces d'ici 2011, 25ième anniversaire de sa mort.

Président Armando Emilio Guebuza fit cette annonce durant le 20ième anniversaire du décès de Machel dans un accident d'avion à Mbuluzini, en Afrique du Sud, le 19 octobre 1986.

Machel mourut avec 34 autres lors de leur retour de la Zambie voisine où il s'était rendu pour participer à un sommet des États de la ligne de front.

### Jours Fériés dans la SADC pour la période décembre 2006 – février 2007

9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Toute la SADC
26 décembre	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Malawi
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Journée Journée de la Bonne Volonté	Afrique du Sud
26 décembre	Jour Férié	Zimbabwe
1er janvier	Nouvel An	Tous les pays
4 janvier	Journée des martyrs	Angola, RDC
12 janvier	Journée Révolutionnaire de Zamzibar	Tanzanie
15 janvier	Journée John Chilembwe	Malawi
17 janvier	Journée du Héro Lumumba	RDC
18 janvier	Journée du Héro Kabila	RDC
1er février	Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola